

Faire des milliards de bénéf, payer 0 euro d'impôt... Vive la France!

Dire que Sarkozy fustige l'Irlande parce que les sociétés n'y sont imposées qu'à 12%... Le total des « ristournes » fiscales qu'on leur accorde en France représente plus de la moitié du déficit de l'État. En 2009, un quart des groupes du CAC n'a payé aucun impôt. Vous avez dit dumping?

Lors du sommet européen de Bruxelles achevé le 17 décembre, Nicolas Sarkozy a plaidé pour une convergence fiscale en Europe, entre autres en matière d'impôt sur les sociétés. Idée partagée par la chancelière allemande Angela Merkel. L'un et l'autre s'entendent également pour fustiger l'Irlande et son taux d'imposition de 12,5%. Un taux trois fois inférieur à ceux pratiqués en France et en Allemagne et le plus bas des pays industrialisés. Si l'Irlande avait effectivement bâti sa splendeur – aujourd'hui en ruines – sur le dumping fiscal, bien d'autres pays européens, la France en tête, n'ont rien à lui envier! Selon une enquête réalisée par « le Journal du dimanche » (daté du 19 décembre), un quart des entreprises du CAC 40 n'ont pas payé d'impôt sur les bénéfices en France en 2009. Certains groupes (PSA, EADS, Alcatel, Natixis, France Télécom) parce qu'ils étaient dans le rouge – ce qui peut relever aussi bien de la mauvaise passe que de la virtuosité comptable. D'autres, bien que bénéficiaires, parce qu'ils ont su jongler, en toute légalité, avec les dispositifs en vigueur. Champion des profits, Total n'a payé aucun impôt, puisque ses activités françaises – ses raffineries essentiellement – sont en perte. Le pétrolier a toutefois payé au total 7,7 milliards d'euros à l'étranger. Danone a, lui,



acquitté 424 millions d'euros d'impôt à l'étranger. Mais n'a pas déboursé un euro au fisc français puisqu'il a pu déduire de ses bénéfices les intérêts des emprunts contractés pour mettre la main sur le néerlandais Numico (alimentation pour bébés) en 2007, opération qui lui a coûté 13 milliards d'euros. Essilor, Saint-Gobain, ArcelorMittal, Suez Environnement ou Schneider ont également trouvé la parade. Selon le Conseil des prélèvements

En Europe, c'est à celui qui votera le plus gros plan d'austérité... et à celui qui prendra le moins aux entreprises en impôts.

obligatoires, grâce aux niches et régimes fiscaux accommodants (report illimité des pertes sur les bénéfices futurs, intégration des résultats des filiales à la maison mère, déductibilité des intérêts d'emprunt, déduction des dividendes versés par les filiales, exonération des plus-values de cession de participations à long terme, crédit impôt recherche...), les entreprises ont soustrait au fisc français 71,3 milliards d'euros en 2009 – soit 3,5 fois plus qu'en 2005. Sans

surprise, les grands groupes sont, à ce petit jeu, beaucoup plus habiles que les PME. Au bout du compte, alors que le taux affiché d'impôt sur les sociétés est de 33%, les sociétés du CAC 40 sont en moyenne taxées à 8% sur leurs profits, alors que les PME le sont à 22%.

Si l'on en croit les enquêtes récentes de notre confrère « Solidaire », journal du Parti du travail de Belgique (PTB) (1), ce pays est lui aussi très compréhensif. Officiellement, le taux de l'impôt sur les sociétés est de 33,99%. Mais déductions et réductions de toutes sortes vident de sens ce taux officiel. Ainsi, ArcelorMittal Finance and Service Belgium, filiale financière belge du groupe sidérurgique, a payé 496 euros d'impôt en 2009 pour un bénéfice de 1,3 milliard d'euros. Soit un taux d'imposition de 0,00038%, 90000 fois inférieur au taux officiel. Joli tour de passe-passe dû aux « intérêts notionnels », dispositif qui permet de déduire de l'assiette imposable une rémunération fictive des capitaux propres de la société. Au total, les 50 sociétés qui ont obtenu en Belgique les plus grosses ris-

tourneuses fiscales, tous dispositifs confondus, ont réalisé 14,3 milliards d'économies en 2009 – chiffre à rapprocher des 22 milliards d'euros nécessaires pour combler le déficit public belge d'ici à 2015. Sur un bénéfice cumulé de 42,7 milliards d'euros, elles ont payé 0,2 milliard d'impôts seulement. Soit un taux d'imposition de 0,57%. Au vu de ces exemples, on peut légitimement craindre que la « convergence européenne » tende vers zéro! ★

DOMINIQUE SICOT

dsicot@humadimanche.fr

(1) www.solidaire.org.

REPÈRES

L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS EN FRANCE

Taux affiché: **33%**
Taux réel pour les groupes du CAC: **8%**

Montant récolté par l'État:
49 milliards d'euros en 2008
20 milliards d'euros en 2009
35 milliards d'euros en 2010 (prév.)

Montant total des « ristournes » en 2009: **71,3 milliards** d'euros.